

QUAND FRACHON S'EXPLIQUE... LES SALAIRES...

Le bureau confédéral (j'allais dire le bureau politique...: il est vrai qu'on s'y reconnaît de moins en moins) a bien du mal à dissimuler son embarras en face de la vague de revendications qui commence à soulever la classe ouvrière et dont le mobile est, on s'en doute, l'insuffisance des salaires. Devant les plaintes qui affluent de toutes parts, il se décide enfin à convoquer la commission administrative de la C.G.T. à seule fin de délibérer sur ce grave problème et prendre position, comme nous l'apprend Benoit Frachon dans l'*«Humanité»* du 12 octobre.

Cette initiative doit être considérée à la fois comme une reculade consacrant l'échec d'une politique qui a fait faillite, et aussi comme un «*tournant*» (un de plus) dans la politique du parti communiste dont la C.G.T. n'est plus que le très fidèle et très obéissant reflet. Jusqu'ici les dirigeants staliniens s'étaient formellement opposés à toute action revindicative en faveur, de l'augmentation des salaires. D'après eux, la baisse des prix, donc l'amélioration relative du rapport entre les salaires et les prix, devait provenir d'une augmentation de la production et aussi de la diminution de la circulation fiduciaire.

Nous reconnaissons tout de suite que si ce double résultat avait pu être obtenu, une baisse des prix aurait suivi; les salaires, restant au même taux, eussent alors comporté un pouvoir d'achat accru; il y aurait eu ainsi augmentation relative du salaire, bien que celui-ci restât nominalement inchangé.

Cette politique a, nous l'avons dit, échoué. Pourquoi cela? Et qu'est-ce que le prix?

Le prix n'est pas un élément arbitraire de la valeur. Il exprime toujours le rapport entre la quantité totale de la production du pays et la quantité totale de moyens de paiement (monnaie, billets, etc...) existant et circulant dans le pays (nous disons «*circulant*», car il va de soi que la monnaie théâtralisée - le bas de laine - n'intervient pas plus - et pour cause - que si elle n'existe pas). Si donc nous produisons une quantité donnée de charbon, fer, machines, tissus, papier, blé, bétail..., et si la nation dispose d'une quantité donnée de billets de banque (en ce moment 600 milliards), en vertu de la loi de l'offre et de la demande qui veut que tous ces billets entrent en concurrence entre eux pour obtenir les-dits produits, toutes les marchandises s'échangent contre tous les billets: elles coûtent donc 600 milliards. Aucune réglementation ou taxation des prix ne peut rien contre cette loi d'airin; les tentatives faites en ce sens obligent simplement le marché normal à se cacher, à devenir noir, c'est tout. Mais il fonctionne quand même, envers et contre tout règlement.

Mais, alors que la masse de la production augmente, du double, par exemple, la quantité de billets restant la même (600 milliards), on a deux fois plus de produits pour les mêmes 600 milliards. J'avais un kilo de beurre pour 600 fr.; maintenant je paye toujours 600 fr., mais j'ai deux kilos de beurre. Le prix du beurre a donc diminué de moitié. De même si, à production inchangée, on réduit de moitié le nombre des billets (300 milliards), toute la production, qui coûtait 600 milliards, n'en coûte plus que 300: les prix ont baissé de moitié (1).

Pour des raisons de politique extérieure, les communistes auraient préféré calmer les justes récriminations des ouvriers par l'un de ces moyens, ou les deux à la fois. L'accord de Gaulle-Staline du 10 décembre dernier comportait certainement une clause relative à la paix sociale en France. Et puis, la hantise qu'ont les Russes d'un nouveau cordon sanitaire ou du bloc occidental exigeaient que la France s'éloignât des Anglo-Américains, ne signât aucun accord avec eux, ni commercial, ni militaire. Le peuple français devait donc se contenter de sa maigre production et ne compter que sur une augmentation de la production pour voir son misérable sort s'améliorer.

(1) J'avertis le lecteur que je suis obligé, pour ne pas allonger exagérément mon exposé, de schématiser à l'extrême. Il va de soi que divers éléments agissent et réagissent, qui ont sur les faits économiques une incidence réelle et qu'il ne peut être question de négliger.

Mais les idéologies ne peuvent tenir longtemps devant la réalité économique. Sans l'aide américaine, la production piétine. Et les deux tentatives faites pour réduire la circulation (emprunt et échange des billets) ont fait fiasco. La circulation était, il y a un an, d'un peu plus, de 640 milliards; elle a à peine diminué.

La situation ouvrière est donc sans issue. Ou plutôt il n'y en a qu'une: la lutte de classes.

C'est en vain que le parti communiste et la C.G.T. ont depuis des années nié la primauté de cette lutte de classes. Point n'est besoin de rechercher et d'exposer les raisons de cette attitude: les faits sont trop connus de nos lecteurs. Mais la classe ouvrière ne pouvait se contenter de promesses jamais réalisées. Excédés, les travailleurs, un peu partout, passent à l'action et la vague de grèves menace de s'étendre. Des anarchistes voient avec satisfaction les ouvriers repousser les conseils intéressés des chefs syndicaux et leurs appels au calme; ils seront, comme toujours, à la pointe du combat.

Nous mettons seulement les travailleurs en garde contre les tentatives que pourraient faire les politiciens d'utiliser les grèves à des fins électorales et politiques. L'article de Frachon cité plus haut est inquiétant à cet égard et nous parait indiquer un nouveau tournant de la politique communiste. Que les ouvriers se méfient donc et ne laissent pas les chefs utiliser les grèves comme une machine de guerre contre un éventuel «*bloc occidental*». La victoire viendra, mais à la seule condition que les travailleurs restent maîtres de leur action.
